

LA CRISE MONDIALE ET L'ECOLE FRANÇAISE DE LA REGULATION

Alain LIPIETZ

QUELLE étrange crise que la crise économique mondiale qui dure à présent depuis quelques vingt ans! Certes pas une «crise cyclique» (même si on peut déjà la décomposer en plusieurs cycles). Par certains aspects, elle nous rappellerait plutôt la Longue Dépression de la fin du 19^e siècle, dont le capitalisme n'est sorti qu'en inventant de nouvelles formes d'organisation du travail (le taylorisme), et en organisant le partage du monde en empires coloniaux. Mais à l'époque, les prix chutaient, alors que notre crise a commencé par une grande inflation... On l'a aussi comparée à la crise des années 1930: mais les «solutions» des années 1940, l'Etat keynésien et l'augmentation de la demande intérieure des grands pays industriels, ont échoué dans les années 1970. Les années 80 ont offert un «mieux» en restaurant les profits des entreprises: mais on reparle aujourd'hui de guerre commerciale à coup de protectionnisme, de dévaluations compétitives...

La crise actuelle nous enseigne en tout cas une chose: il n'y a pas de loi générale, universelle, anhistorique de l'économie. Le capitalisme, cet ensemble instable de relations de production et d'échange, est jusqu'ici parvenu, et parviendra sans doute encore, à résoudre dynamiquement ses contradictions. Mais voilà: il ne le fait pas toujours de la même manière. Les grandes crises marquent l'épuisement d'une solution, l'invention douloureuse d'une nouvelle façon de résoudre ses contradictions: ce que quelques économistes français, inspirés de Marx et de Keynes, ont appelé «mode de régulation» (1).

Pour ce courant de pensée, la logique qui régit les périodes stables de développement capitaliste doit être analysée sous deux angles: comme «modèle de développement», analysé pays par pays, et comme «configuration internationale» (système de relations entre les modèles nationaux, cohérent même s'il est conflictuel). Le modèle dominant de l'après-guerre a été appelé «fordisme».

A la base d'un modèle de développement, il y a d'abord les formes d'organisation du travail dominantes dans la mise en œuvre du savoir technique de l'époque, ce que l'on peut appeler «paradigme technique». Le paradigme dominant

après 1945 fut le taylorisme, avec une séparation nette entre les tâches de conception et les tâches d'exécution, et une mécanisation rapide des tâches déqualifiées.

Mais les premiers succès du fordisme comme paradigme d'organisation du travail avaient, entre les deux guerres, débouché sur l'immense crise de surproduction des années 1930. A ce problème, le banquier J.M. Keynes, l'industriel Henri Ford, répondaient déjà: il faut que la croissance des salaires accompagne celle de la productivité. En soulevant le problème de la demande effective, ils indiquaient le second volet d'un modèle de développement: son «régime d'accumulation», son schéma macroéconomique, dessinant pour une période prolongée la cohérence entre les transformations dans la production et celles dans l'usage du produit. D'autres régimes d'accumulation étaient possibles évidemment, comme la militarisation. La seconde guerre mondiale, la lutte des syndicats, les courants intellectuels d'inspiration sociale-démocrate ont imposé la croissance de la consommation de masse.

Mais comment un régime d'accumulation peut-il s'imposer, au jour le jour, aux agents individuels que sont les entreprises? Il faut un ensemble d'institutions, de règles, de routines acceptées: ce qu'on appelle «mode de régulation». La régulation du fordisme nécessitait le système des conventions collectives, l'existence d'un Etat-providence, une organisation de la monnaie fondée sur le crédit, l'implication de l'Etat dans le réglage conjoncturel.

Ainsi a pu se développer, dans *chacun* des pays capitalistes industrialisés, le modèle fordiste. Centré sur le développement du marché intérieur de chaque pays, il pouvait être régulé dans le cadre de ces Etats-nations. Néanmoins, après la Reconstruction, l'extension des sphères productives et des marchés par delà les frontières, dans la recherche d'économies d'échelle, donna une importance croissante aux échanges internationaux. Il fallait donc une «configuration mondiale» stable. Elle fut assurée par l'hégémonie des USA qui, disposant d'un avantage absolu en matière de productivité, pouvaient imposer leur propre monnaie de crédit, le dollar, comme la monnaie mondiale. En théorie, cette monnaie était gagée sur le stock d'or de Fort Knox. En réalité, elle était gagée sur le fait que tous les pays désiraient des dollars pour acheter les biens «fordistes» que seuls les USA produisaient, ou qu'ils produisaient le mieux. La balance de base (balance des paiements + balance des capitaux) américaine pouvait être structurellement déficitaire parce que la balance commerciale était structurellement excédentaire.

Le modèle de développement comme la configuration internationale commencèrent à se fissurer à la fin des années 60. D'abord, les gains de productivité engendrés par le taylorisme commencèrent à ralentir, malgré une intensité capitalistique croissante. Les raisons de ce phénomène sont multiples, mais elles peuvent se ramener au principe même du taylorisme: on demandait à une classe ouvrière de plus en plus éduquée de travailler sans réfléchir, ce qui était à la fois inefficent (du point de vue capitaliste) et insupportable (du point de vue des salariés). Comme le pouvoir d'achat continuait à croître au rythme antérieur, les taux de profit baissèrent, puis les taux d'investissement. Le chômage se mit à croître, pesant sur les prélèvements de l'Etat-providence. La ponction de la rente pétrolière accéléra cette *première séquence*: crise de l'organisation du travail - crise de l'investissement - crise de l'Etat-providence. Cependant, de 1973 à 1979, les «filets de sécurité» du mode de régulation en crise jouèrent à plein. L'émission laxiste de monnaie (en particulier de dollars), le soutien à la demande interne empêchèrent, jusqu'en 1979, l'effondrement des années 1930. L'inflation croissante camouflait les conflits sous-jacents.

Cette première phase de la crise permit même le surgissement des «nouveaux pays industrialisés». Le crédit était abondant, la demande croissait encore au Nord: certains pays du Sud s'endettèrent pour s'industrialiser, avec le projet de rembourser en exportant. Ils adoptèrent des régimes d'accumulation variés («taylorisation primitive», «fordisme périphérique». Les organismes internationaux, les banques les y encourageaient.

Mais vers 1979, les élites industrielles, financières et politiques du Nord durent bien constater que les politiques «keynésiennes» de soutien à la demande ne résolvaient pas la crise (qui, enracinée dans la crise du travail, était d'abord une «crise de l'offre»). Les profits ne se relevaient pas, l'inflation s'accélérait dangereusement, le dollar trop largement émis se dévaluait rapidement. Alors, à la faveur du second choc pétrolier, s'imposèrent les idées «monétaristes»: «Baissons les salaires. Démantelons l'Etat-providence. Fermons les robinets du crédit. Il y aura des victimes, mais survivront les entreprises qui auront su inventer un nouveau modèle de développement». De 1979 à 1982, le choc fut terrible. La récession mondiale, déclenchée par les autorités monétaires des premiers pays convertis au «monétarisme» (la Grande-Bretagne et les Etats-Unis), se propagea dans le reste du monde. Elle surimposa à la crise de l'offre une crise de la demande, mettant en lumière *un deuxième type d'enchaînement* générateur de crise:

l'absence de régulation internationale. Pour équilibrer sa balance commerciale, chaque pays devait comprimer les salaires davantage que le voisin, afin d'exporter plus facilement et d'importer moins. Pour équilibrer sa balance des capitaux, chaque pays devait élever davantage ses taux d'intérêt pour attirer les capitaux flottants. Cette guerre des «récessions compétitives» était bien prête, en 1982, de reconstituer les conditions de la crise des années 30. Elle paralysait en particulier la Communauté européenne, zone de libre échange sans politique sociale commune. Les nouveaux pays industriels, coincés entre des taux de crédits vertigineux et des débouchés se raréfiant, se trouvèrent étranglés.

En août 1982, devant la catastrophe imminente qu'annonçait la multiplication des grandes faillites et la banqueroute du Mexique, les autorités monétaires mondiales, en particulier la Banque Fédérale américaine, mirent fin à cette seconde phase. Les Etats-Unis reprirent une politique d'expansion intérieure et de crédit facile. La reprise se généralisa au reste du monde. Contrairement à la première phase, cette reprise ne s'accompagna pas d'une relance de l'inflation et les profits recommencèrent à croître. La crise «du côté de l'offre» semblait finie. Mais de très profondes différenciations apparurent.

Tout d'abord, au long des années, deux orientations diamétralement opposées s'étaient affirmées quant à la solution à la «crise de l'offre». Certains pays, plutôt que d'innover en matière d'organisation du travail, reconstituèrent les profits et éteignirent l'inflation en attaquant le statut et les acquis des salariés: les USA, la Grande-Bretagne, la France. D'autres au contraire surent combiner la révolution électronique et la remise en cause du taylorisme. Ils négocièrent l'implication des travailleurs dans l'organisation du travail (cercles de qualité, Kanban) contre diverses garanties (sur l'emploi, la carrière): ce fut plutôt le cas au Japon, en Europe du Nord. Ce deuxième groupe de pays se révéla, dans les années 80, avoir choisi la voie la plus compétitive: ils sont largement excédentaires dans le commerce international.

Ce qui ne fait qu'aggraver la crise de la configuration mondiale. Les USA soutiennent leur expansion par un monstrueux déficit budgétaire, la Grande-Bretagne (depuis 1986) par des augmentations de salaire. N'étant plus compétitifs, ils cumulent d'énormes déficits commerciaux, qu'il faut couvrir par l'emprunt. Les taux d'intérêt recommencent à monter, d'autant que la dette du tiers-monde demeure. Certes, les nouveaux pays industrialisés de l'Est asiatique,

qui ont bien orienté leur appareil productif, profitent de la relance américaine et commencent à rembourser. Ce n'est le cas ni de l'Amérique latine, ni du reste du tiers-monde. Les banques doivent de fait renoncer progressivement à récupérer une partie de ces dettes, mais cela se compense par une nouvelle tension sur les taux d'intérêts.

Fin 1986, les déséquilibres accumulés menacent les succès de cette troisième phase. La course à la hausse des taux d'intérêts financiers est à terme insoutenable pour le capitalisme productif. Le dollar ne peut rester une monnaie universelle alors qu'il représente une économie structurellement déficitaire. Les USA refusent de revenir à une politique d'austérité, ils dévaluent le dollar pour essayer de regagner en compétitivité. Mais pour rassurer leurs débiteurs, il leur faut encore augmenter les taux d'intérêt. Cette tension débouche sur le krach d'octobre 1987: aux taux d'intérêt courants, il ne vaut plus la peine d'investir dans la production capitaliste!

Le krach est aussitôt enrayer par un flot d'émissions de monnaie nouvelle, qui abaisse brutalement les taux d'intérêt... La croissance américaine est assurée de se poursuivre jusqu'aux élections de novembre 1988, et la croissance mondiale aussi, avec un risque croissant de reprise de l'inflation (un peu comme en 1979). C'est que le passage à une quatrième phase est difficile à négocier. Il faudrait enrayer le déficit américain, sans pour autant déboucher sur une récession, qui serait aussi catastrophique que celle de la seconde phase, pour le monde entier et en particulier pour le tiers-monde mais même pour le Japon et la Corée. Neuf mois s'écoulent en demi-mesures, sans catastrophe, mais sans solution véritable.

L'expérience s'accumule pourtant. Les éléments de solution se dessinent. La catastrophe n'est pas inévitable. Que savons-nous aujourd'hui? D'abord qu'il existe une meilleure solution à la «crise de l'offre»: un nouveau compromis capital-travail, fondé sur l'implication créatrice des travailleurs, épaulée par une collaboration entre l'Etat, la recherche et l'industrie. Le Japon l'a sans doute compris le plus vite. Mais au Japon ce compromis reste limité au monde de la grande entreprise. Ce qui n'est pas une bonne chose, ni pour les autres travailleurs japonais, ni même pour la stabilité de la croissance économique japonaise. En Scandinavie, en Allemagne, les syndicats ont imposé des compromis plus avantageux pour les travailleurs, incluant l'extension de l'Etat-providence, la réduction du temps de travail.

De toute façon, le monde est maintenant trop imbriqué pour qu'une nouvelle configuration internationale favorable

se stabilise sans l'institutionnalisation d'un mode de régulation internationale. Il faudrait sans doute une institution mondiale émettant de la monnaie à bas taux d'intérêt, pour annuler la dette du tiers-monde, puis pour financer son développement. Il faudrait des clauses sociales sur le commerce international interdisant les formes de compétitivité fondée sur la surexploitation des travailleurs. Il n'est pas sûr que ces solutions l'emportent, mais les erreurs commises jusqu'ici poussent à les adopter.

Même ces solutions économiques ne seraient pas suffisantes. Des questions sociales décisives doivent être résolues: la place des femmes dans la société, la crise écologique (nucléaire, chimique, ionosphérique, bactérienne) préparée par un demi-siècle de croissance à outrance.

Pour aborder ces problèmes, l'Ecole de la régulation, née dans un milieu d'économistes, doit élargir ses préoccupations. Mais c'est l'humanité toute entière qui est concernée: comment penser et réaliser, démocratiquement, la mise en place d'un nouvel ordre productif et social, à l'échelle mondiale? Comment faire un pas en avant dans l'humanisation de notre planète?

18 août 1988

NOTES

1. La «théorie de la régulation» s'est depuis largement répandue. Un premier congrès a eu lieu en juin à Barcelone, réunissant des économistes, sociologues, géographes, spécialistes de sciences politiques, de tous les continents. Sur les questions internationales et la crise, voir le livre d'Alain Lipietz, *Mirages et miracles*, La Découverte, 1985, Paris, et le recueil coordonné par Robert Boyer, *Capitalisme, fin de siècle*, PUF, 1986, Paris.